



Genève

N° 824

La Mission Permanente du Royaume du Maroc auprès de l'Office des Nations Unies et des autres Organisations Internationales à Genève présente ses compliments au Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH), et se référant à la note verbale du 08 mars 2021, transmissive des éléments de réponse des autorités marocaines concernant la communication conjointe n° AL MAR 5/2020, a l'honneur de lui faire parvenir, la version rectifiée du document, apportant la précision suivante :

Cas Yahya Mohamed El Hafed Iaazza (page 5, paragraphe 4):

Le 04 mars 2008, Yahya Mohamed El Hafed Iaazza a été présenté devant le Procureur Général près la Cour d'Appel d'Agadir (et non devant la Procureur Général de la Cour d'Appel de Laâyoune).

La Mission Permanente du Royaume du Maroc auprès de l'Office des Nations Unies et des autres Organisations Internationales à Genève saisit cette occasion pour renouveler au Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH), l'expression de sa considération distinguée.



Genève, le 19 avril 2021

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH)

Genève

registry@ohchr.org

Royaume du Maroc

Observations des autorités marocaines Communication conjointe n° AL MAR 5/2020

Faisant suite à la communication conjointe n° AL MAR 5/2020 du 07 janvier 2021 émanant de la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, le Groupe de travail sur la détention arbitraire, la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; les autorités marocaines tiennent à apporter les éclaircissements suivants :

- **Observations préliminaires.**

Les autorités marocaines rappellent qu'elles ont toujours veillé à une interaction positive et constructive avec l'ensemble des mécanismes onusiens de protection et de promotion des droits de l'homme, y compris les Procédures spéciales. A ce titre, elles rappellent qu'elles ont toujours veillé à communiquer et transmettre de bonne foi aux Procédures spéciales s'adressant au Royaume toutes les informations pertinentes pour clarifier les allégations soulevées dans les communications.

Cette bonne foi s'illustre d'ailleurs à travers toutes les observations et informations déjà adressées aux Procédures spéciales concernées par certains cas objet de la présente communication, notamment :

- le 06 juin et le 05 aout 2019 s'agissant de Mme Naziha El Khaldi objet des communications conjointes AL MAR 1/2019 et AL MAR 2/2019,
- le 21 février 2020 concernant M. Ali Saadouni objet de la communication du GTDA n° WGAD/2019/MAR/CASE/4,
- le 22 septembre 2020 s'agissant de M. Al Hussein Al Bashir Ibrahim objet de la communication conjointe AL MAR 2/2020.

Par les présentes observations, les autorités expriment leur étonnement de se voir ressaisies sur les cas en question et par la même occasion sur cinq autres cas, en cherchant à créer délibérément un lien entre les cas en questions de façon à démontrer une situation problématique qui prévaudrait sur une partie du territoire national et/ou à l'égard d'une partie de la population marocaine établie dans les provinces du Sud du Royaume.

Les autorités marocaines réitèrent leur stupéfaction au sujet du partage de la lettre de la communication conjointe avec le « polissario » et déplorent ce dépassement clair et injustifié du mandat des Procédures spéciales qui consiste à la protection et la promotion des droits de l'homme alors que ce procédé a manifestement consisté à donner une dimension politique à la communication.

Le partage de cette lettre qui devrait exclusivement être adressée au Gouvernement du Royaume du Maroc conformément à ce mandat a fait l'objet à ce titre de deux

correspondances, l'une adressée aux titulaires de mandats par note verbale le 08 janvier 2021 et l'autre le 11 janvier 2021 à la Haute Commissaire aux droits de l'Homme à ce sujet.

- **Concernant les allégations soulevées dans la communication conjointe :**

Les autorités marocaines tiennent néanmoins à transmettre aux titulaires de mandat concernés leurs observations et éléments d'informations à leur sujet :

1. Cas de Mme Naziha El Khaldi.

En premier lieu, les autorités renvoient à leurs observations précédemment communiquées sur ce cas et les véritables motivations animant l'intéressée en saisissant les procédures spéciales des Nations Unies.

Concernant l'allégation selon laquelle l'intéressée aurait reçu des menaces de mort sur son compte « Messenger/Facebook » de la part d'individus prétendant appartenir à un service de sécurité, cette assertion est purement fantasmagorique tant on ne peut imaginer qu'un membre d'un service de sécurité serait enclin à envoyer des menaces de ce genre ou tout type de menace d'ailleurs tout en divulguant son employeur.

Force est en outre de constater qu'aucune plainte de Mme El Khaldi à ce sujet n'a été soulevée auprès des autorités judiciaires compétentes, celle-ci préférant manifestement saisir directement les procédures spéciales, comme cela a été démontré dans le cadre de la première communication la concernant.

Concernant l'allégation selon laquelle le domicile de Mme Naziha El Khaldi aurait été encerclé, les 21 et 22 novembre 2020, alors qu'elle s'apprêtait ainsi que son fiancé à célébrer leur mariage, il y a lieu de préciser que le 21 novembre 2020 et ce, en application des dispositions de la décision gubernatoriale n° 5916 du 12 novembre 2020, notamment l'article 3 qui prévoit l'interdiction de l'organisation des cérémonies de mariage, de funérailles et de rassemblements familiaux pour lutter contre la propagation de la pandémie liée au Covid 19, une délégation composée du chef de l'Annexe administrative n° 12 et d'éléments des forces de l'ordre s'est déplacée aux domiciles respectifs de Mme El Khaldi et de son [REDACTED] en vue de les sensibiliser sur la nécessité du respect des mesures sanitaires préventives en vigueur sur l'ensemble du territoire national.

Dans ce cadre, il est à préciser que les concernés ont répondu aux demandes de la délégation précitée sans opposition et que les invités ont quitté les lieux dans des conditions tout à fait normales. Ainsi, cette démarche de sensibilisation s'est déroulée conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et aucune atteinte n'a été portée à l'intégrité physique de quiconque.

Concernant l'allégation selon laquelle des militaires auraient encerclé le domicile de Mme El Khaldi et les rues adjacentes, elle est dénuée de tout fondement : aucun élément de cette Institution n'a été déployé à la ville de Laayoune dans le cadre d'une quelconque opération.

2. Cas de Mme. Aminatour Haidar

Il y a lieu préalablement de préciser que, le 20 septembre 2020 à la ville de Laayoune, Mme Aminatou Haidar a tenu, en compagnie d'autres individus (une quarantaine) et ce, en violation des mesures sanitaires préventives prises par les autorités publiques au regard de la propagation de la pandémie du « Covid 19 », le congrès constitutif de la prétendue « Instance sahraouie contre l'occupation marocaine » (ISACOM).

Suite à la tenue de ce rassemblement qui a connu, notamment à travers une déclaration, des appels incitant ouvertement à la commission d'actes réprimés par la législation pénale marocaine et portant atteinte à l'intégrité territoriale, le Procureur général près la Cour d'appel de Laayoune a rendu public, le 29 septembre 2020, un communiqué au regard des propos contenus dans ladite déclaration soulevés lors du congrès. Une enquête judiciaire a été ordonnée afin de déterminer les mesures légales adéquates à prendre et ce, afin de préserver non seulement l'ordre public mais également l'intégrité territoriale du Royaume et les Sacralités nationales.

Par ailleurs, il convient de noter que ledit congrès s'est tenu sans que l'autorité locale ne soit avisée, en violation des dispositions de la loi 75-00 modifiant et complétant le Dahir n° 1-58-376 de 1958 relatif au droit d'association, notamment son article 5 disposant que *« toute association doit faire l'objet d'une déclaration au siège de l'autorité administrative locale dans le ressort duquel se trouve le siège de l'association, directement ou par l'intermédiaire d'un huissier de justice »*.

Il convient également de souligner qu'au regard de la loi marocaine, l'article 3 du Dahir de 1958 précité, tel que modifié et complété, dispose que *« toute association fondée sur une cause ou en vue d'un objet illicite, contraire aux lois, aux bonnes mœurs ou qui a pour but de porter atteinte à la religion islamique, **l'intégrité du territoire national**, au régime monarchique ou de **faire appel à la discrimination est nulle** »*.

En outre, l'article 7 du même Dahir dispose que : *« le tribunal de première instance est compétent pour connaître des demandes de déclaration de nullité de l'association prévue à l'article 3. Il est également compétent pour connaître des demandes de dissolution de l'association si cette dernière est en situation non conforme à la loi, à la demande de toute personne concernée ou à l'initiative **du Ministère Public** »*.

De plus, il est à rappeler que la Constitution du Royaume du Maroc dispose que si les associations de la société civile et les organisations non gouvernementales se constituent et exercent leurs activités en toute liberté, cet exercice doit se faire dans le respect de la Constitution et de la loi (article 12).

Quant à la prétendue surveillance policière étroite de Mme Aminatou Haidar, de sa famille ainsi que d'autres membres de l'ISACOM depuis l'annonce de la création de cette entité, force est de souligner qu'il s'agit d'une tentative de l'intéressée d'instrumentaliser le déploiement, depuis le mois de mars 2020 (06 mois avant la création de ladite entité), d'un dispositif de la force publique [REDACTED]

[REDACTED]. Le dispositif en question, s'enregistre dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'urgence sanitaire contre la propagation de la pandémie et ce, dans des différentes villes du Royaume.

3. Concernant le cas Mahfouda Bamba El Fakir

Les allégations de Mme Mahfouda Bamba El fakir sont également dénuées de tout fondement. En effet, après avoir perturbé le déroulement de l'audience de son cousin tenue, le 15 novembre 2019, au Tribunal de première instance de Laayoune (suite à son implication dans une affaire de jet de pierres contre les forces publiques), Mme El Fakir a été sommée par le Président de quitter la salle d'audience dans le calme alors qu'elle maintenait délibérément une attitude respectueuse en compagnie d'autres femmes.

Vu son refus de se plier à cette sommation et face à ces dépassements inadmissibles (provocations en actes et paroles, refus de présenter une pièce d'identité), le juge objet des invectives a ordonné à ce qu'elle soit présentée devant lui. Face à l'obstination de Mme El Fakir, un procès-verbal a été établi par le juge qui a été adressé au Parquet près le même tribunal conformément à l'article 357 du code de procédure pénale (CPP).

Le même jour, Mme El Fakir a été conduite au service préfectoral de la police judiciaire par deux éléments, de sexe féminin, de la police nationale lesquelles ont procédé à sa fouille corporelle qui n'a révélé aucun objet présentant un risque quant à sa sécurité. Elle a de même été informée des motifs de son arrestation, de ses droits notamment son droit de garder le silence et de désigner un avocat ou demander sa désignation dans le cadre de l'assistance judiciaire et son droit à communiquer avec sa famille.

Elle a été placée en garde à vue le 15 novembre 2019, et suite à son audition préliminaire le même jour. Elle a déclaré qu'elle a assisté à l'audience de son cousin à la demande de sa tante, que son attitude et ses paroles à l'égard du Président, dont elle a prétendu de pas se remémorer de la totalité, étaient dus selon elle à une crise de colère, et que si elle n'a pas présenté sa pièce d'identité c'est parce qu'elle ne l'avait pas sur elle. Son frère Nanah El Fakir a été informé le même jour de son placement en garde à vue.

Le 16 novembre 2019, elle a été présentée devant le Procureur près le tribunal de première instance à Laayoune, et a été informée conformément à l'article 74 du CPP de son droit de bénéficier de l'assistance d'un avocat. Ceci étant, elle a renoncé à ce droit. Aussi, elle a confirmé devant le Procureur l'ensemble de ses déclarations faites devant la police et a été poursuivie pour outrage à magistrat au cours d'une audience sur la base de l'article 263 du Code pénal (CP).

Le 27 novembre 2019, l'intéressée qui était assistée par son avocat [REDACTED] (Avocat au barreau de Laayoune) a été condamnée par le tribunal de première instance de Laayoune à six mois d'emprisonnement ferme et à une amende de 2000 Dirhams. Cette décision a fait l'objet d'un recours en appel à la fois par Mme El Fakir le 02 décembre 2019 puis par le Parquet compétent le 06 décembre 2019. La décision en appel confirmant le jugement en première instance a été rendue le 12 décembre 2019 et n'a pas fait l'objet de recours en cassation ni de la part de l'intéressée ni de la part du Parquet compétent.

Enfin, concernant l'allégation selon laquelle l'avocat de l'intéressée n'a pas été informé des charges retenues contre sa cliente et n'aurait pas eu accès au dossier que quelques jours avant l'audience du 27 novembre 2020, il est à signaler que la défense de Mme El Fakir a bénéficié de toutes les facilités requises et a pu présenter tous les moyens de défense nécessaires. De même, la défense avait même bénéficié d'une approbation

spontanée du tribunal de première instance lors de la première audience du 19 novembre 2019 suite à sa demande de report afin de mieux préparer la défense (report au 27 novembre 2019).

Après avoir été condamnée à six mois d'emprisonnement, elle a été libérée le 15 mai 2020, elle n'a nullement fait l'objet d'un placement sous résidence surveillée comme elle l'allègue. A cette période, l'ensemble de la population marocaine était soumise à un confinement général dans le cadre des mesures prises suite à l'état d'urgence sanitaire pour limiter la propagation du coronavirus sur l'ensemble du territoire national. Elle n'a jamais fait l'objet d'une quelconque menace d'arrestation ou de harcèlement et aucune plainte n'a été déposée dans ce sens auprès des autorités judiciaires compétentes.

4. Cas de M. Yahya Mohamed Elhafed Iaaza

Le cas de M. Yahya Mohamed Elhafed Iaaza se rapporte à une affaire datant de plus de dix ans. Le 26 février 2008, la ville de Tantan a connu des événements criminels à travers des attroupements armés sur la voie publique et ce, en vue d'attirer des éléments des forces de l'ordre dans un guet-apens préalablement planifié. Les personnes impliquées dans ces actes criminels ont ainsi placé des blocs de pierre sur la voie publique poussant les éléments précités à quitter leur véhicule en vue de libérer la voie. Après avoir quitté le véhicule, ils ont été la cible de jets de pierres.

Lors de cette attaque un fonctionnaire de la police, membre d'une brigade du Groupe d'intervention relevant de la police de la ville de Tantan a été grièvement blessé au visage, ce qui a nécessité son acheminement vers l'hôpital local puis vers l'hôpital militaire de Guelmim, avant d'être transféré à l'hôpital militaire Ibn Sina à Marrakech. **Le 03 mars 2008, le fonctionnaire de la police précité, est décédé après avoir succombé à ses blessures.**

Suite aux investigations judiciaires menées et après avoir établi son implication directe dans les événements susmentionnés, M. Iaaza a été arrêté et placé en garde à vue du 1^{er} mars 2008 à 15 heures au 04 mars 2008 à 11 heures et ce, suite à une prolongation de cette période le 03 mars 2008. Son arrestation ne découle nullement de son prétendu activisme, mais de faits de droit commun très graves en ce sens que les faits en question ont conduit à la mort d'un membre des forces de l'ordre chargé du maintien de l'ordre public.

Le 04 mars 2008, le concerné a été présenté devant le **Procureur général près la Cour d'appel d'Agadir** lequel a requis l'ouverture d'une instruction à l'encontre du concerné et les autres personnes arrêtées suite à leur implication dans les événements du 26 février 2008 et ce, pour association de malfaiteurs, placement sur la voie publique d'objets en vue d'entraver la circulation, violence à l'encontre d'un fonctionnaire public ayant provoqué sa mort, participation à ces actes et attroupement armé et rébellion, conformément aux articles 293, 294, 591, 267, 129 et 300 du CP.

Suite à son audition préliminaire et détaillée, le juge d'instruction a décidé de le poursuivre sur la base des charges précitées. Le 09 octobre 2008, la Chambre criminelle de première instance de la Cour d'appel d'Agadir a condamné M. Iaaza à 15 ans

d'emprisonnement ferme après avoir décidé de retenir les charges à son encontre, tout en décidant de ne pas le condamner pour association de malfaiteur et de requalifier la violence à l'encontre d'un fonctionnaire public lors de l'exercice de ses fonctions ayant provoqué sa mort en incitation à rébellion conduisant à violence ayant provoqué la mort et ce conformément aux articles 405 et 403 du CP. Ce jugement a été confirmé en appel par la Chambre criminelle d'appel près la même Cour le 24 juin 2009, tout en sachant qu'aucun recours en cassation n'a été exercé.

Aussi, concernant l'allégation selon laquelle M. Iaaza n'aurait pas pris part aux événements de 2008 à Tantan et selon laquelle il aurait été poursuivi et condamné sur la base de son prétendu activisme, il y a lieu de souligner que l'arrestation et les poursuites à l'encontre de l'intéressé ont été fondées sur les investigations menées qui ont permis d'établir son implication directe dans les actes criminels susmentionnés.

Dans ce contexte, les décisions prononcées par la justice à son encontre l'ont été sur la base d'un procès équitable dans lequel tous les droits de la défense ont été garantis.

Concernant les allégations de M. Iaaza relatives aux mauvais traitements, torture, viol, violences, avoir été déshabillé, nourriture en quantité insuffisante et que sa famille n'a pas été informée du lieu de sa détention, elles sont toutes mensongères.

En effet, M. Iaaza, à l'instar de tout autre détenu et sans aucune discrimination, jouit d'un traitement humain respectant sa dignité et répondant à tous ses droits conformément aux normes et standards internationaux en matière de respect des droits des détenus. Par ailleurs, en réponse auxdites allégations, il convient de préciser que le concerné :

- avait reçu la visite de son [REDACTED] le 13 mars 2008 et de [REDACTED] le 02 avril 2008 dès son incarcération à la prison locale d'Inzegane, ce qui dément l'allégation selon laquelle sa famille ignorait le lieu de sa détention ;
- avait pu également communiquer avec [REDACTED] du Barreau d'Agadir et ce, suite à une autorisation délivrée le 13 mars 2008 par le Parquet compétent ;
- Il n'a jamais été privé de communiquer par téléphone dans le cadre de la loi mais a préféré utiliser illégalement et en violation de la réglementation intérieure de l'établissement pénitentiaire un téléphone portable qui lui a été saisi le 28 mars 2008 pour alléguer être privé de son droit au téléphone qui est un droit garanti pour tous les détenus ;

Depuis son incarcération, l'intéressé est connu par l'ensemble des établissements pénitentiaires qu'il a fréquentés [REDACTED], pour ses plaintes portant allégations mensongères et pour ses agissements perturbateurs et contraires à la loi et aux règlements visant à inciter les autres détenus à violer ces mêmes règlements et à exercer des pressions en vue de se voir octroyer des privilèges.

Concernant l'allégation selon laquelle M. Iaaza aurait récemment été placé dans une même cellule et ce, pendant 24 heures avec un autre détenu atteint du coronavirus, il est à préciser que la Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion (DGAPR), dès l'apparition des premiers cas du COVID 19 au niveau national, a fait de la

lutte contre la pandémie son cheval de bataille. Toutes les mesures ont été prises pour lutter contre la propagation du virus dans les prisons.

En aucun cas l'intéressé s'est trouvé dans une cellule avec un détenu atteint du COVID 19 ; d'ailleurs il n'a jamais présenté de signes cliniques ni a été identifié comme personne contact.

De plus, et contrairement à ce qu'il prétend, M. Iaaza est détenu à [REDACTED] depuis son transfert le 18 mai 2017, où il jouit de tous ses droits. Il s'y trouve depuis cette date et n'a jamais été transféré vers un lieu « inconnu » ou fait l'objet d'une quelconque disparition comme il a cherché à le véhiculer.

Il est à préciser qu'au cours de la période pendant laquelle il prétend avoir été transféré vers un autre lieu (08 semaines à partir du 13 octobre 2020), il a fait l'achat de 05 cartes téléphoniques et d'autres produits à la cantine de la prison le 15 octobre 2020. Il a été noté également qu'il a cessé délibérément de communiquer via le téléphone fixe de l'établissement avec ses proches à partir du 02 octobre 2020.

Le 08 décembre 2020, il a sollicité le Directeur de l'Etablissement pour qu'il lui permette d'effectuer des communications téléphoniques supplémentaires à ce qui lui est accordé pour s'enquérir de l'état de santé de son père. Ainsi il a été autorisé temporairement à utiliser le téléphone fixe de l'établissement en moyenne 3 fois par semaine.

A la prison locale [REDACTED], il est détenu dans une cellule répondant à toutes les normes requises de détention (aération, luminosité, hygiène etc.). Sa cellule est équipée d'un téléviseur.

Il jouit de son droit à la promenade quotidienne, bénéficie d'une alimentation équilibrée et saine et prend sa douche conformément à un planning déterminé. Il reçoit ses correspondances, communique avec sa famille par téléphone notamment sa mère et sa femme. Sa dernière communication avec sa femme date du 24 février 2021. Concernant son droit aux visites familiales, la dernière visite [REDACTED] et remonte au 11 mars 2020 juste avant la suspension provisoire des visites pour tous les détenus en raison des mesures préventives liées à la pandémie du Covid 19.

Concernant sa situation médicale, depuis son admission à la prison [REDACTED], M. Iaaza a bénéficié de 37 consultations internes de médecine générale, la dernière datant du 24 février 2021, et 08 consultations spécialisées externes en Ophtalmologie, Traumatologie, Pneumologie et Urologie, la dernière datant du 14 décembre 2020.

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

Il convient de noter que le concerné a été transféré le 22 janvier 2021 aux urgences de l'hôpital locale de [REDACTED] suite à une asthénie, un bilan biologique a montré une anémie carencielle et le patient reçoit à ce titre un traitement approprié. Actuellement, il est en assez bon état général et suit son traitement prescrit.

Il a reçu deux visites du Conseil National des droits de l'Homme (CNDH), le 4 novembre 2020 et plus récemment le 23 février 2021. Durant cette dernière visite, M. Iaaza a fait l'objet d'un entretien détaillé sur sa situation carcérale et médicale. Lors de cette dernière rencontre, notamment, M. Iaaza n'a fait état d'aucun acte de torture ou de mauvais traitement. Cependant il a fait état de sa situation de santé où il a rappelé qu'il souffre de plusieurs maladies. Le CNDH continue de suivre sa situation carcérale en coordination avec la DGAPR. A noter que depuis son incarcération, l'intéressé n'a déclaré observer aucune grève de la faim.

5. Cas Lahoucine Amaadour Bashir Ibrahim (Al Hussein Al Bashir Ibrahim)

Tout en rappelant qu'elles avaient fourni une réponse détaillée concernant ce cas au Rapporteur Spécial sur la Promotion et la Protection du Droit à la Liberté d'opinion et d'expression, la Rapporteuse Spéciale sur la situation des Défenseurs des droits de l'Homme et le Groupe de Travail sur la détention arbitraire suite à la communication conjointe AL MAR 2/2020, les autorités marocaines réitèrent et renvoient à leurs observations et aux informations soumises le 22 septembre 2020 à ce titre. Elles rappellent que le concerné a été arrêté suite à son implication dans une infraction criminelle qu'il a commise, et non en raison de ses opinions politiques ou ses activités en tant que prétendu défenseur des droits de l'homme.

Pour rappel, Lahoucine Amaadour Bashir Ibrahim (Al Hussein Al Bashir Ibrahim), né le 03 janvier 1993 à [REDACTED] ayant poursuivi ses études universitaires à la faculté des sciences juridiques, économiques et sociales (Université Ibn Zohr d'Agadir) de 2011 jusqu'à 2016, avant de disparaître de la scène universitaire, au lendemain du déclenchement des troubles à l'ordre public survenus au campus universitaire Cadi Ayyad à Marrakech dans le cadre desquels un étudiant grièvement blessé a succombé à ses blessures en janvier 2016.

Le mis en cause est l'un des membres et encadreurs d'une « faction » estudiantine dite « ligne nationale », s'activant au campus universitaire « Ibn Zohr » d'Agadir. Il avait mobilisé et incité ses acolytes pour se venger contre l'agression de leur [REDACTED] [REDACTED] en décembre 2015 par des « éléments du mouvement culturel amazigh » (MCA) évoluant à Marrakech.

Lahoucine Amaadour avait été dénoncé par les personnes auditionnées dans le cadre de cette affaire qui ont affirmé qu'il faisait partie d'un groupe d'étudiants originaire des provinces du Sud du Royaume, qui s'est rendu, le 20 janvier 2016, munis de coutelas, à partir d'Agadir vers Marrakech, dans le but de s'attaquer à un groupe d'étudiants évoluant à l'université "Cadi Ayyad", suite à quoi un avis de recherche avait été émis à son encontre.

Ayant appris qu'il fait l'objet d'un avis de recherche, Lahoucine Amaadour a pris la fuite vers une destination inconnue, jusqu'à ce qu'il ait pu émigrer clandestinement, au début de l'année 2019, vers les Iles Canaries, à partir des côtes situées entre Tarfaya et Laayoune au Sud du Royaume. Il a été intercepté et placé dans un centre d'accueil des migrants à Lanzarote avant son acheminement vers Madrid, pour être refoulé par la suite pour séjour

illégal vers le Royaume, le 17 janvier 2019, par les autorités espagnoles, via le poste frontalier "Bni Ansar" de Nador.

Faisant l'objet d'un mandat d'arrêt national daté du 28 janvier 2016 pour homicide volontaire avec préméditation, Lahoucine Amaadour a été arrêté et transféré, le 18 janvier 2019, par des éléments de police de Nador à Marrakech, où il a été placé à son arrivée, le 19 janvier 2019 à 00 heures 15, en garde à vue aux locaux de police de Marrakech et présenté devant le Parquet Général compétent le 21 janvier 2019 à 09 heures du matin, qui avait par requête demandé au juge d'instruction de la Cour d'appel de Marrakech, l'audition de l'intéressé.

Le juge d'instruction, suite à une audition préliminaire le même jour, et à une audition détaillé le 29 janvier 2019 a décidé de poursuivre le concerné pour « homicide volontaire avec préméditation, coups et blessures à l'aide d'armes blanches, port d'arme sans motif légal, et violation du caractère sacré du domicile d'autrui »; et ce sur la base des articles 392, 393, 401, 303 bis, 441 du CP. Le concerné a été placé sous mandat de dépôt à la prison Loudaya à Marrakech.

Lors de son audition par les services de police de Marrakech, Lahoucine Amaadour, qui avait refusé de signer son procès-verbal (PV) d'audition, sans avancer de motif, a nié son implication dans le meurtre de [REDACTED], tout en reconnaissant son déplacement avec un groupe de personnes de la ville d'Agadir à Marrakech, où ils ont séjourné à la cité universitaire de cette ville et planifié l'attaque de leurs antagonistes.

A l'issue de son procès dans le cadre duquel sa culpabilité a été établie, Lahoucine Amaadour a été condamné, le 26 novembre 2019, par la Chambre Criminelle de première instance de la Cour d'appel de Marrakech à 12 ans de réclusion, après requalification du chef d'inculpation d'homicide volontaire avec préméditation en "organisation, gestion et incitation à un accrochage émaillé de violence à l'aide d'arme blanche, avec préméditation ayant entraîné la mort sans intention de la donner", et ce sur la base des articles 403-2, 405-2 du CP, sans retenir les chefs d'inculpation relatifs aux coups et blessures à l'aide d'armes blanches, port d'arme sans motif légal, et violation du caractère inviolable du domicile d'autrui.

Dans ce cadre, il convient de préciser que l'accusé avait bénéficié des circonstances atténuantes conformément à l'article 147 du CP, notamment dans la mesure où la peine initiale prévue pour le crime pour lequel il a été poursuivi est la réclusion perpétuelle.

Il a interjeté appel contre son jugement. L'audition qui a été initialement prévue le 22 juillet 2020, avait été reportée au 23 septembre 2020. Le 21 octobre 2020, une décision a été rendue en appel confirmant le jugement en première instance, laquelle a fait l'objet d'un recours en cassation.

En ce qui concerne l'allégation selon laquelle l'accusation et la condamnation de l'intéressé se sont basées sur des PV que le groupe de 14 étudiants auraient signés sous la contrainte et la torture et du PV de son audition qu'il avait refusé de signer, il y a lieu de préciser que la condamnation de l'intéressé est exclusivement fondée sur des faits constituant une infraction réprimée par la loi pénale marocaine et que, sa condamnation a été prononcée selon une décision motivée et une procédure judiciaire respectueuse des

garanties du procès équitable, notamment le droit d'être assisté par un avocat, la publicité de l'audience, etc.

La condamnation de l'intéressé a été prononcée sur la base de l'intime conviction du juge et ce une fois qu'il a été établi que le concerné faisait partie des instigateurs des actes de violence qui ont eu lieu aux alentours de la cité universitaire au quartier Hay Hassani à Marrakech ayant entraîné la mort de [REDACTED] ainsi que des blessures causées à d'autres personnes.

Aussi, la décision s'est basée sur les investigations menées par la police judiciaire notamment celles relatives à la constatation des blessures sur le corps du défunt [REDACTED] et sur le rapport d'autopsie selon lequel la mort de la victime était le résultat de multiples blessures sur tout le corps, en plus des déclarations préliminaires du concerné.

Il a reconnu les faits puisque la procédure a montré qu'il avait déclaré qu'à la suite de l'agression de l'étudiant [REDACTED], imputable aux étudiants du MCA, des étudiants de Marrakech et d'Agadir originaires des provinces du sud avaient décidé de venger leur camarade.

Le concerné a participé à Marrakech, avec un groupe d'autres étudiants, à l'organisation de rencontres afin de planifier leur « vengeance ». Il a déclaré également qu'après son départ vers Agadir le 08 janvier 2016, il a commencé à organiser des réunions à la cité universitaire de Agadir pour discuter de la question du soutien à leurs camarades à Marrakech, et qu'en coordination avec [REDACTED], le coordinateur des étudiants des provinces du sud de Marrakech, un groupe d'étudiants à Agadir, dont [REDACTED] ainsi que d'autres étudiants se sont portés volontaire pour se rendre à Marrakech afin de soutenir leurs camarades pendant la période des examens, et répondre à l'agression qu'a subie leur collègue.

Le concerné avait déclaré également qu'il avait préféré ne pas être présent parce qu'il était connu des services de sécurité et des étudiants. Cependant, il est resté en contact avec ses collègues étudiants via le téléphone, et qu'il a suivi les faits jusqu'à la réussite du plan le 23 janvier 2016.

Après cela, il a appris qu'un groupe de ses compagnons avait été arrêté, et que lui faisait l'objet d'un mandat d'arrêt. Après cela, il s'est rendu à Tétouan, et de là vers la ville de Guelmim puis à la campagne au Sahara marocain afin de rester à l'abri des regards de la police, puis il a quitté clandestinement le territoire national vers les îles Canaries, où il a été arrêté par la gendarmerie espagnole, et il a été remis aux autorités marocaines opérant au poste frontière Bni Ansar, le 17 janvier 2019.

Concernant ses conditions de détention, il y a lieu de noter que le concerné qui a été transféré le 26 janvier 2021 à la prison locale d'Ait Melloul 1 en vue de le rapprocher de sa famille, jouit de tous ses droits dans le cadre de la loi 23.98 précitée.

Il est placé dans une cellule équipée d'un téléviseur, répondant aux normes et standards internationaux en matière de détention (aération, luminosité, hygiène etc.). Il bénéficie quotidiennement pendant deux heures de son droit à la promenade et bénéficie de repas équilibrés et sains, conformément au régime qui lui a été prescrit. Il effectue ses achats auprès de l'économe de l'établissement pénitentiaire (le 12 janvier 2021 il a bénéficié d'un mandat d'une valeur de 1000 Dirhams).

Il a droit aux visites familiales (sa dernière visite est celle du 13 mars 2020, [REDACTED], [REDACTED], juste avant la suspension provisoire des visites pour tous les détenus en raison des mesures préventives liées à la pandémie du Covid 19).

Il bénéficie régulièrement de son droit aux appels téléphoniques via un procédé téléphonique moderne et reçoit ses correspondances dans le respect du cadre légal prévu à cet effet. Il poursuit ses études en droit public (5^{ème} semestre) à l'Université Ibn Zohr à Agadir et est inscrit à la faculté de la Chariaa d'Esmara (1^{er} semestre).

6. Cas de M. Mohamed Radi Ellili

M. Radi Ellili, qui a été recruté le 1^{er} janvier 2006 par la Société Nationale de Radiodiffusion et de Télévision (SNRT), avait démissionné de son poste le 28 février 2011 avant d'être recruté le 1^{er} mars 2011 par le Ministère de l'Education Nationale en tant qu'Administrateur de 2^{ème} Grade. Le 02 mars 2012, il est parvenu à obtenir un détachement temporaire auprès de la SNRT, où il a évolué au sein de la Direction de l'Information jusqu'à la fin de son détachement le 08 juillet 2013, par son employeur, lequel l'a invité à rejoindre son cadre d'origine à savoir le Ministère de l'Education Nationale.

Toutefois, M. Ellili a refusé d'intégrer son poste au Ministère précité préférant se livrer à une campagne de diffamation, à travers les médias, contre les Responsables de la SNRT en les accusant d'abus de pouvoir et contre le Syndicat National de la Presse Marocaine (SNPM) lui reprochant son manque de soutien à ses démarches pour réintégrer la SNRT.

Suite aux démarches de l'intéressé, le Bureau exécutif de la SNPM a rendu public le 13 mai 2014, un communiqué dans lequel il a entre autre été rappelé que la décision de mettre fin à son détachement à la SNRT restait inscrite dans le cadre de la loi.

Concernant l'allégation selon laquelle suite à la couverture médiatique d'un événement le 22 janvier 2016, le concerné aurait été arrêté par la police et placé en garde à vue pendant 5 heures, il convient de signaler que M. Ellili a été appréhendé par les services de police dans la mesure où il avait persisté à vouloir couvrir un événement, alors qu'il n'était plus habilité à le faire et ne disposait pas de l'autorisation requise.

Ainsi, M. Ellili a été conduit pour examen de situation (vérification d'identité) au 11^{ème} arrondissement de police. Il n'a pas été placé en garde à vue. Il convient de signaler qu'au moment où l'intéressé a été invité à quitter les lieux après les vérifications d'usage, c'est lui qui a insisté pour que soit établi un procès-verbal officiel en guise de protestation suite à son alléguée « arrestation arbitraire » et à une alléguée remise en question de son identité marocaine.

En réponse à cette revendication, et à la demande du concerné, le lien a été établi avec le Procureur près le tribunal de première instance à Salé pour que des instructions soient données en vue de l'établissement dudit procès-verbal. La procédure en question a été soumise au Parquet mentionné, sous forme d'informations judiciaires, et a été classée pour absence d'éléments constitutifs d'une infraction. Cette décision lui a été notifiée le 22 mars 2016 par procès-verbal, aux locaux de la police.

Concernant l'allégation selon laquelle les enfants de M. Ellili se seraient vus refuser le renouvellement de leurs passeports, il est à signaler que l'épouse du concerné a présenté des demandes auprès des autorités compétentes, en ce sens, [REDACTED].

Cependant et pour des motifs inconnus pour l'administration, son épouse n'a établi aucun contact avec l'annexe administrative concernée pour retirer les nouveaux passeports et ce jusqu'au 04 décembre 2019, sachant que ces mêmes passeports renouvelés étaient disponibles depuis le 24 juin 2019. Concernant [REDACTED], [REDACTED], sa mère avait récupéré son nouveau passeport dès le 18 septembre 2017.

Concernant l'allégation selon laquelle les autorités marocaines auraient exigé que M. Ellili présente une demande de Grâce Royale, il s'agit d'une pure assertion sans aucun fondement, dès lors que la demande de Grâce Royale ne concerne que les individus ayant été condamnés définitivement par les Juridictions du Royaume sur la base d'un certain nombre de critères, ce qui n'est en aucun cas le cas pour l'intéressé qui de sa propre initiative a cru devoir adresser en avril 2016 une lettre au Cabinet Royal suite au préjudice qu'il alléguait avoir subi après qu'un terme ait été mis à son détachement par la SNRT. Le 2 novembre 2016, il a quitté le territoire national sans n'être nullement inquiété.

Concernant l'allégation selon laquelle la famille de M. Ellili a fait l'objet de menaces et de harcèlement, notamment la plainte de sa femme déposée le 16 novembre 2020 auprès du 11^{ème} arrondissement de police à Sala El Jadida, des Investigations judiciaires ont été menées, lesquelles ont permis de dégager que les allégations soulevées sont dénuées de tout fondement. Dans ce sens, **l'affaire a été classée pour absence d'éléments constitutifs d'une infraction.**

7. Cas Ali Saadouni et Nourredine El Aargoubi

Concernant enfin les allégations soulevées dans la communication conjointe relatives à un soi-disant enlèvement des deux concernés, elles relèvent de la pure fiction étant entendu que ces derniers n'ont été ni arrêtés, ni même fait l'objet d'un quelconque contrôle de la part de la police.

Aucune plainte n'a été déposée dans ce sens devant les autorités judiciaires compétentes comme les intéressés eux mêmes le reconnaissent.. Compte tenu de la nature de ces allégations, les autorités marocaines informent les titulaires de mandats que le Ministère public a décidé de procéder d'office à des investigations après avoir pris connaissance des allégations contenues dans cette communication.